



CANADA
QUÉBEC – MRC DU GRANIT
MUNICIPALITÉ DE SAINT-LUDGER

RÈGLEMENT NUMÉRO 2009-122

RÈGLEMENT DÉCRÉTANT LES RÈGLES DE CONTRÔLE ET DE SUIVI BUDGÉTAIRES ET LA DÉLÉGATION D'AUTORISATION DE DÉPENSER

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 960.1 du Code municipal du Québec, le conseil doit adopter un règlement en matière de contrôle et de suivi budgétaires;

ATTENDU QUE ce règlement doit prévoir notamment le moyen utilisé pour garantir la disponibilité des crédits préalablement à la prise de toute décision autorisant une dépense, lequel moyen peut varier selon l'autorité qui accorde l'autorisation de dépenses ou le type de dépenses projetées;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 165.1 du Code municipal du Québec, un engagement de salarié n'a d'effet que si, conformément au règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 960.1, des crédits sont disponibles à cette fin;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 961 du Code municipal du Québec, un règlement ou une résolution du conseil qui autorise une dépense n'a d'effet que si, conformément au règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 960.1, des crédits sont disponibles pour les fins auxquelles la dépense est projetée;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 961.1 du Code municipal du Québec, le conseil peut déléguer à des fonctionnaires et employés le pouvoir d'autoriser certaines dépenses, ce qui favorise une saine gestion administrative de la municipalité;

ATTENDU QU'en vertu du quatrième alinéa de l'article 961.1 du Code municipal du Québec, une autorisation de dépenses accordée en vertu d'une délégation n'a d'effet que si, conformément au règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 960.1, des crédits sont disponibles à cette fin;

ATTENDU QUE l'article 176.4 du Code municipal du Québec et le cinquième alinéa de l'article 961.1 prévoient les modalités de reddition de comptes au conseil aux fins de contrôle et de suivi budgétaires;

ATTENDU qu'avis de motion (2009-52) relatif au présent règlement a été donné à la séance ordinaire du 3 mars 2009 par le conseiller Bernard Therrien ;

IL EST PROPOSÉ PAR : monsieur Sylvain Moreau
APPUYÉ PAR : monsieur Alexandre Trépanier
ET RÉSOLU

QUE LE RÈGLEMENT PORTANT LE NUMÉRO 2009-122 SOIT ET EST ADOPTÉ PAR LE CONSEIL ET QU'IL SOIT STATUÉ ET DÉCRÉTÉ PAR CE RÈGLEMENT CE QUI SUIT:

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du règlement.

DÉFINITIONS

« Municipalité » : Municipalité de St-Ludger

« Conseil » : Conseil municipal de la Municipalité de St-Ludger

« Directeur général et secrétaire-trésorier » : Fonctionnaire principal que la municipalité est obligée d'avoir et dont le rôle est habituellement tenu d'office par le secrétaire-trésorier en vertu de l'article 210 du Code municipal du Québec.

« Exercice » : Période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre d'une année.

SECTION 1 - OBJECTIFS DU RÈGLEMENT

Article 1.1

Le présent règlement établit les règles de contrôle et de suivi budgétaires que tous les fonctionnaires et employés concernés de la municipalité doivent suivre.

Plus spécifiquement, il établit les règles de responsabilité et de fonctionnement requises pour que toute dépense à être engagée ou effectuée par un fonctionnaire ou un employé de la municipalité soit dûment autorisée après vérification de la disponibilité des crédits nécessaires.

Le présent règlement s'applique à toute affectation de crédits imputable aux activités financières ou aux activités d'investissement de l'exercice courant que le conseil peut être amené à adopter par résolution ou règlement.

Le présent règlement établit aussi les règles de suivi et de reddition de comptes budgétaires que le secrétaire-trésorier doit suivre.

Il délègue aussi à certains fonctionnaires et employés le pouvoir d'autoriser certaines dépenses en fixant les conditions alors applicables.

Le présent règlement abroge tous les autres règlements antérieurs ayant le même objet.

SECTION 2 – PRINCIPES DU CONTRÔLE ET DU SUIVI BUDGÉTAIRES

Article 2.1

Les crédits nécessaires aux activités financières et aux activités d'investissement de la municipalité doivent être approuvés par le conseil préalablement à leur affectation à la réalisation des dépenses qui y sont reliées. Cette approbation de crédits revêt la forme d'un vote des crédits exprimé selon l'un des moyens suivants :

- l'adoption par le conseil du budget annuel ou d'un budget supplémentaire,
- l'adoption par le conseil d'un règlement d'emprunt,
- l'adoption par le conseil d'une résolution ou d'un règlement par lequel des crédits sont affectés à partir de revenus excédentaires, du surplus accumulé, de réserves financières ou de fonds réservés.

Article 2.2

Pour pouvoir être effectuée ou engagée, toute dépense doit être dûment autorisée par le conseil ou un officier municipal autorisé conformément aux dispositions du présent règlement, après vérification de la disponibilité des crédits nécessaires.

Article 2.3

Tout fonctionnaire ou employé de la municipalité est responsable d'appliquer et de respecter le présent règlement en ce qui le concerne.

SECTION 3 – MODALITÉS GÉNÉRALES DU CONTRÔLE ET DU SUIVI BUDGÉTAIRES

Article 3.1

Pour vérifier la disponibilité des crédits préalablement à l'autorisation d'une dépense, le directeur général et secrétaire-trésorier doit s'appuyer sur le système comptable en vigueur.

Article 3.2

Si la vérification des crédits disponibles démontre une insuffisance de crédits, le directeur général et secrétaire-trésorier doit suivre les instructions identifiées à l'article 6.1 du présent règlement.

Article 3.3

Un fonctionnaire ou employé qui n'est pas autorisé en vertu du présent règlement ne peut autoriser lui-même quelque dépense que ce soit. Il peut toutefois engager ou effectuer une dépense, qui a été dûment autorisée au préalable, s'il en a reçu le mandat ou si sa description de tâches le prévoit.

Si, à des fins urgentes, un fonctionnaire ou employé doit encourir une dépense sans autorisation, il doit en aviser le plus tôt possible le directeur général et secrétaire-trésorier dans le meilleur délai et lui remettre les relevés, factures ou reçus en cause.

Article 3.4

Le directeur général et secrétaire-trésorier est responsable de voir à ce que des contrôles internes adéquats soient mis et maintenus en place pour s'assurer de l'application et du respect du règlement par tous les fonctionnaires et employés de la municipalité.

SECTION 4 – ENGAGEMENTS S'ÉTENDANT AU-DELÀ DE L'EXERCICE COURANT

Article 4.1

Toute autorisation d'un engagement de dépenses qui s'étend au-delà de l'exercice courant doit au préalable faire l'objet d'une vérification des crédits disponibles pour la partie imputable dans l'exercice courant.

Article 4.2

Lors de la préparation du budget de chaque exercice, le directeur général et secrétaire-trésorier doit s'assurer que le budget couvre les dépenses engagées antérieurement qui doivent être imputées aux activités financières de l'exercice et que les crédits nécessaires à ces dépenses sont correctement pourvus au budget.

Article 4.3

Lorsqu'une situation imprévue survient, telle la conclusion d'une entente hors cour ou un jugement, le directeur général et secrétaire-trésorier doit s'assurer de pourvoir aux crédits additionnels requis. Il peut procéder s'il y a lieu aux virements budgétaires appropriés.

SECTION 5 – DÉPENSES DE NATURE INCOMPRESSIBLES

Article 5.1

Sans affecter le droit du conseil d'autoriser d'autres dépenses à ce titre par résolution au cours d'un exercice financier, les dépenses suivantes, qui sont de nature incompressibles, sont, par le présent règlement, autorisées de même que leur paiement par le directeur général/secrétaire-trésorier selon leur échéance particulière.

Ces dépenses sont les suivantes :

- Rémunération des élus et des employés, selon les conditions autorisées par le Conseil ;
- Remises gouvernementales sur les salaires de même que les contributions à la CSST ;
- Remboursement des frais de déplacement et autres dépenses autorisées par le Conseil ;
- Quote-part de la municipalité auprès de la MRC ou autres organismes supra municipaux ;
- Sûreté du Québec ;
- Contrats de services autorisés par le Conseil ;
- Remboursement de taxes suite à un certificat de modification du rôle d'évaluation ;
- Service de la dette et des frais de financement ;
- Assurances ;
- Immatriculation des véhicules routiers ;
- Carburant des véhicules et matériaux de déglacage ;
- Huile à chauffage pour les immeubles de la municipalité ;
- Électricité des immeubles, équipements et éclairage publics ;

- Immeubles municipaux – quincaillerie, entretien, nettoyage ;
- Comptes de téléphone, internet ou autre appareil de communication ;
- Frais de poste et de publication ;
- Fournitures de bureau et papeterie ;
- Frais de réception ;
- Frais de communication / informations ;
- Cotisation ADMQ – ACSIQ ;
- Entretien dépotoir municipal ;
- Circulation – panneaux et accessoires ;
- Achat eau potable – Aqueduc Lapierre Inc.

SECTION 6 - SUIVI ET REDDITION DE COMPTES BUDGÉTAIRES

Article 6.1

Le directeur général et secrétaire trésorier doit effectuer régulièrement un suivi de son budget, incluant les dépenses de nature incompressible, dans le but de contrôler les variations budgétaires et est autorisé, si nécessaire, à effectuer un virement budgétaire à l'intérieur d'une même fonction, tel que définie au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* (Gouvernement du Québec).

Si la variation budgétaire ne peut se résorber par un tel virement budgétaire, le directeur général et secrétaire-trésorier doit en informer le conseil et, s'il y a lieu, lui soumettre pour adoption une proposition de virement budgétaire entre diverses fonctions ou l'adoption de toute autre mesure financière adéquate pour l'obtention de ces crédits additionnels requis.

Article 6.2

Tel que prescrit par l'article 176.4 du Code municipal du Québec, le directeur général et secrétaire-trésorier doit au cours de chaque semestre préparer et déposer, lors d'une session du conseil, deux états comparatifs portant sur les revenus et les dépenses de la municipalité.

Les états comparatifs à être déposés au cours du premier semestre doivent l'être au plus tard lors d'une session ordinaire tenue au mois de mai. Ceux à être déposés au cours du second semestre doivent l'être lors de la dernière session ordinaire tenue au moins quatre semaines avant la session où le budget de l'exercice financier suivant doit être adopté.

SECTION 7 – DÉLÉGATION DU POUVOIR D'AUTORISER DES DÉPENSES

Article 7.1

- a) Le conseil délègue au directeur général et secrétaire-trésorier le pouvoir d'autoriser des dépenses, d'engager du personnel sur une base temporaire et de passer des contrats en conséquence au nom de la municipalité pour tout achat de biens et services nécessaires au bon fonctionnement d'une activité municipale. L'achat autorisé ne devra pas excéder **1 000,00\$** ou le solde au poste budgétaire où cet achat doit être imputé, le plus petit des deux montants s'appliquant.
- b) Le conseil délègue au secrétaire-trésorier adjoint le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats en conséquence au nom de la municipalité pour les activités reliées aux services administratifs. L'achat autorisé ne devra pas excéder **300,00\$** ou le solde au poste budgétaire où cet achat doit être imputé, le plus petit des deux montants s'appliquant.
- c) Le conseil délègue à l'inspecteur municipal de voirie le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats en conséquence au nom de la municipalité pour les activités reliées au service de la voirie et du garage municipal. L'achat autorisé ne devra pas excéder **700,00\$** ou le solde au poste budgétaire où cet achat doit être imputé, le plus petit des deux montants s'appliquant.
- d) Le conseil délègue au directeur de la sécurité publique le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats en conséquence au nom de la municipalité pour les activités reliées à son service. L'achat autorisé ne

devra pas excéder **500,00\$** ou le solde au poste budgétaire où cet achat doit être imputé, le plus petit des deux montants s'appliquant.

- e) Le conseil délègue à l'opérateur eau potable le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats en conséquence au nom de la municipalité pour les activités reliées au service de l'aqueduc. L'achat autorisé ne devra pas excéder **300,00\$** ou le solde au poste budgétaire où cet achat doit être imputé, le plus petit des deux montants s'appliquant.
- f) Le conseil délègue à l'opérateur eau usée le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats en conséquence au nom de la municipalité pour les activités reliées au service des égouts et de l'usine d'épuration. L'achat autorisé ne devra pas excéder **300,00\$** ou le solde au poste budgétaire où cet achat doit être imputé, le plus petit des deux montants s'appliquant.
- g) Le conseil délègue à la responsable de la Bibliothèque municipale le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats en conséquence au nom de la municipalité pour les activités reliées au service de la bibliothèque. L'achat autorisé ne devra pas excéder **100,00\$** ou le solde au poste budgétaire où cet achat doit être imputé, le plus petit des deux montants s'appliquant.
- h) Le conseil délègue au concierge de l'OTJ de St-Ludger le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats en conséquence au nom de la municipalité pour les activités reliées à l'entretien des bâtiments, équipement et terrains de jeux municipaux. L'achat autorisé ne devra pas excéder **200,00\$** ou le solde au poste budgétaire où cet achat doit être imputé, le plus petit des deux montants s'appliquant.

Lorsqu'une dépense est autorisée en vertu de la présente disposition, le fonctionnaire ou employé municipal autorisé doit respecter les conditions suivantes :

- a) Le contrat doit être accordé en respectant les exigences légales applicables en matière d'adjudication des contrats municipaux ;
- b) Si le contrat n'est pas soumis à de telles exigences légales, il doit s'assurer que la dépense autorisée est faite pour le montant le plus avantageux (prix, qualité, service) possible auprès de différents fournisseurs ;
- c) Le contrat ne peut pas excéder l'exercice financier courant.

La délégation d'un pouvoir d'autoriser certaines dépenses à un fonctionnaire ou un employé ne signifie pas une abdication du pouvoir du conseil à l'exercer lui-même.

Article 7.2

Afin que la municipalité se conforme à l'article 176.5 et au cinquième alinéa de l'article 961.1 du Code municipal du Québec, le directeur général et secrétaire-trésorier doit aussi préparer et déposer périodiquement au conseil lors d'une session ordinaire un rapport des dépenses autorisées par tout fonctionnaire ou employé conformément à l'article 7.1. Il doit au moins comprendre toutes les transactions effectuées précédemment à un délai de 25 jours avant son dépôt qui n'avaient pas déjà été rapportées antérieurement.

SECTION 8 - TRANSFERTS BANCAIRES

Article 8.1

Le directeur général et secrétaire-trésorier est autorisé à effectuer tous les transferts bancaires entre les comptes appartenant à la municipalité afin de combler ou de régulariser le solde.

SECTION 9 – ORGANISMES CONTRÔLÉS PAR LA MUNICIPALITÉ

Article 9.1

Dans le cas d'un organisme donné compris dans le périmètre comptable de la municipalité en vertu des critères de contrôle reconnus, le conseil peut décider que les

règles du présent règlement s'appliquent à cet organisme lorsque les circonstances s'y prêtent, en y apportant les adaptations nécessaires.

Dans un tel cas, le directeur général et secrétaire trésorier est responsable de s'assurer que la convention ou l'entente régissant la relation entre l'organisme contrôlé en question et la municipalité fait référence à l'observance des principes du présent règlement jugés pertinents et aux modalités adaptées applicables.

SECTION 10– DISPOSITIONS FINALES

Article 10.1

Le présent règlement abroge à toutes fins que de droit tout règlement antérieur portant sur le même sujet, dont le Règlement numéro 2007-101.

Article 10.2

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ à Saint-Ludger, ce 7 avril 2009.

Bernard Therrien
Maire suppléant

Julie Létourneau
Dir. générale / secrétaire-trésorière

Avis de motion :	3 mars 2009
Adoption du règlement :	7 avril 2009
Avis public :	16 avril 2009
Entrée en vigueur :	16 avril 2009